

Questions orales

Je voudrais que le ministre nous dise franchement pourquoi il a restreint l'exercice de ces pouvoirs, car c'est bien de cela qu'il s'agit.

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, on m'accusera de ce qu'on voudra. Quant à moi, je sais que j'administre un processus de détermination du statut de réfugié que la Commission des Nations Unies pour les réfugiés considère comme le système le plus juste et le plus efficace du monde.

Le Canada accueille et protège tous les ans des dizaines de milliers de gens qui ont besoin d'aide, et aucun autre pays ne fait mieux que nous sur ce chapitre. Je ne fais qu'appliquer la loi. Toutes les fois qu'on me demande d'intervenir en faveur de quelqu'un qui a besoin de la protection du Canada, je le fais.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. La semaine dernière, le premier ministre a dit dans un discours et je cite:

La communauté internationale a mis du temps à réagir et s'est montrée dangereusement indifférente à l'éclatement de la Yougoslavie.

Aujourd'hui, pendant que nous sommes ici réunis, Sarajevo est bombardée, et des milliers de gens sont tués, blessés et dépouillés de leur maison.

Le premier ministre peut-il nous dire si, malgré les sanctions qui ont été imposées récemment, nous ne risquons pas, une fois de plus, d'être intervenus trop peu et trop tard?

Le premier ministre a-t-il l'intention de donner des directives à la secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui participera à la rencontre des ministres des Affaires étrangères prévue cette semaine à Oslo pour qu'elle demande à ses homologues s'il ne serait pas opportun d'élargir le mandat des forces de l'ONU dans la région ou de demander si l'OTAN elle-même ne devrait pas songer à prendre des initiatives de paix afin de faire cesser les combats tragiques qui se déroulent en Bosnie?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon collègue devra me dire précisément ce qu'il entend par deux choses.

Il demande si le mandat des Nations Unies sera élargi. Élargi pour faire quoi? Il demande si nous allons donner des directives à la secrétaire d'État aux Affaires extérieu-

res pour qu'elle demande une intervention de l'OTAN. Une intervention de l'OTAN pour faire quoi?

Les forces de maintien de la paix des Nations Unies, dont 1 300 Canadiens font partie, sont déjà dans la région. Elles suivent les instructions du Conseil de sécurité des Nations Unies. De toute évidence, cette intervention n'a pas jusqu'à maintenant donné les résultats qu'on en attendait, et nous travaillons en étroite collaboration avec les Nations Unies pour nous assurer que des progrès sont réalisés à cet égard.

Si mon collègue a quelque idée susceptible de m'être utile sur cette question, je me ferai un plaisir de l'écouter très attentivement, pourvu que je comprenne exactement ce qu'il veut savoir ou que je sache exactement quelles instructions il espère que le gouvernement du Canada va communiquer à ses représentants.

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): J'ai une autre question à poser au premier ministre. Le premier ministre pourrait commencer par porter attention aux propos tenus par sa propre secrétaire d'État qui a déclaré, hier, qu'il se pourrait que le Canada soit obligé de prendre d'autres mesures, dont des mesures militaires.

C'est ce qu'a dit sa propre secrétaire d'État. Est-ce là la position du gouvernement?

Pour être plus précis, le gouvernement du Canada prendra-t-il les devants en demandant l'établissement d'un pont aérien pour porter une aide humanitaire à la ville de Sarajevo? Demandera-t-il que l'on convoque une conférence internationale pour traiter des problèmes que connaissent actuellement plus d'un million de réfugiés dans cette région? Le Canada prendra-t-il les devants de façon à veiller à ce que ces personnes innocentes ne soient plus blessées ou tuées?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Comme le député le sait, nous sommes le premier pays industrialisé à avoir demandé aux Nations Unies, en septembre dernier, d'intervenir dans la crise en Yougoslavie, longtemps avant qu'elle ne dégénère au point où elle en est rendue, parce que nous redoutions effectivement qu'elle n'en arrive là. En toute justice, je reconnais que le député pensait comme nous à ce moment-là.

Nous avons demandé l'ouverture de l'aéroport de Sarajevo précisément pour créer un pont aérien. Sans l'ouverture de l'aéroport, qui est maintenant la cible des tirs venant des collines voisines, nous pouvons difficilement faire parvenir des secours. Nous faisons des progrès à ce chapitre également. Le député dit que la secrétaire